

Art. 2. Iedere directeur van een rusthuis voor bejaarden moet houder zijn van een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, alsook van een attest van specifieke kennis voor het beheren van rusthuizen voor bejaarden, bedoeld bij artikel 3 van dit besluit.

Bovendien is hij ertoe verplicht deel te nemen aan een voortgezette opleiding van twee dagen per jaar. Het programma van deze dagen moet uiterlijk één maand voordat ze worden georganiseerd, aan de Minister ter goedkeuring worden medegedeeld.

Art. 3. Het minimumpeil van nuttige kennis voor het beheren van rusthuizen voor bejaarden, wordt als bereikt beschouwd, wanneer de kandidaat — directeur een cyclus van vijf honderd lesuren heeft gevolgd of, voor de houders van ten minste een diploma van het hoger onderwijs van het lange type of van het korte type met volledig leerplan, een cyclus van tweehonderd vijftig lesuren, die het volgende programma omvat :

Wetgeving :

belangrijke politieke keuzen inzake gezondheidszorg
wetgeving betreffende de rusthuizen en rust- en verzorgingstehuizen
burgerlijke wetgeving
sociale wetgeving
wetgevingen met betrekking tot de bejaarden (pensioenen, R.Z.I.V., O.C.M.W.'s)
wetgevingen en praktijken inzake brandbeveiliging.

Kennis van de bejaarde

psychologie
pathologie
verzorging van bejaarden
psychologische voorbereiding en begeleiding van de bewoners.

Administratief en financieel beheer

organisatie van het werk en leiding van het personeel
bestuurstechniek
huisbestuur
problemen in verband met boekhouding en fiscaliteit
financieel beheer
ontleding van de kosten en prijsberekening
informatica
beleid inzake public relations met de omgeving (Marketing).

Milieukennis

gerontologie
sociologie en veroudering
demografie
relatiepsychologie en animatie
morele dimensie van de instelling
deontologie.

Art. 4. De bij artikel 3 van dit besluit bedoelde lessencyclus moet door de Minister worden erkend, en het bewijs dat de gegadigde geslaagd is moet worden geleverd door middel van een attest, nadat zowel zijn assiduitet als zijn kennis en bekwaamheid werden geëvalueerd.

Art. 5. De directeur van een rusthuis met ten hoogste 5 bedden is er slechts toe verplicht de voortgezette opleiding te volgen.

Art. 6. De directeurs van rusthuizen die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, erkend zijn of een voorlopige werkingsrelating hebben, zijn ertoe verplicht, ten einde hun kennis bij te werken en op te frissen, een bijscholingscyclus van zestig uren te volgen, waarin dezelfde materies als die bepaald bij artikel 3 opgenomen zijn.

De bijscholing wordt georganiseerd volgens de bij artikel 4 van dit besluit nader bepaalde regels.

Ze eindigt uiterlijk 31 december 1993.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1991.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid het bejaardenbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 december 1990.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

F. 91 — 393

4 FEVRIER 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les modalités de transfert de membres du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française à l'Exécutif régional wallon pour la matière des monuments et des sites

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 88, § 3, remplacé par la loi du 8 août 1988;

Vu le protocole d'accord n° 97 du 18 octobre 1990 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;

Vu l'avis de l'Exécutif régional wallon;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif, chargé de la Culture et de la Communication;
Vu la délibération de l'Exécutif du 28 janvier 1991,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application*

Articlé 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par membre du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française, les agents et stagiaires affectés aux emplois prévus au cadre organique des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales fixé par l'arrêté de l'Exécutif du 22 août 1990 fixant la structure et le cadre du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

CHAPITRE 2. — *Du transfert d'office*

Art. 2. Les membres du personnel titulaires de grades classés au niveau 1, qui traitent les dossiers relatifs à la matière des monuments et des sites, sont transférés d'office à l'Exécutif régional wallon.

Art. 3. Si le nombre de candidats au transfert à l'Exécutif régional wallon, en exécution des articles 4 et 5, n'atteint pas par niveau le nombre des membres du personnel à transférer, les membres du personnel qui traitent les dossiers relatifs à la matière des monuments et des sites seront transférés d'office à l'Exécutif régional wallon dans l'ordre inverse de celui déterminé par l'article 5 alinéas 3 et 4 à concurrence du nombre requis par niveau.

CHAPITRE 3. — *Du transfert par appel aux volontaires*

Art. 4. Pour désigner les membres du personnel à transférer qui sont titulaires d'un grade classé aux niveaux 2, 3 ou 4, il est fait appel aux volontaires.

Pour l'exécution de l'alinéa 1^{er}, il est en priorité fait appel aux membres du personnel qui traitent les dossiers relatifs à la matière des monuments et des sites. Les membres du personnel concernés sont informés par une communication les invitant à faire savoir par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours, s'ils souhaitent être transférés à l'Exécutif régional wallon. Ils adressent directement leur demande au Secrétaire général qui en accuse réception.

Art. 5. Si le nombre de demandeurs visés à l'article 4, alinéa 2, n'atteint pas, par niveau, le nombre fixé, il sera fait appel aux volontaires parmi les membres du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française titulaires d'un des grades suivants :

- pour le niveau 2 : chef administratif
sous-chef de bureau
secrétaire principal de direction
secrétaire de direction
rédacteur
- pour le niveau 3 : commis-sténodactylographe chef
commis-dactylographe chef
commis-chef
commis-sténodactylographe principal
commis-dactylographe principal
commis-principal
commis-sténodactylographe
commis-dactylographe
commis
- pour le niveau 4 : agent en chef
chef huissier principal
agent principal
dactylographe
chef huissier
expéditionnaire
téléphoniste
classeur
messager huissier principal
messager huissier.

Les membres du personnel des services visés à l'alinéa 1^{er} sont informés par une communication les invitant à faire savoir par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours, s'ils souhaitent être transférés à l'Exécutif régional wallon. Ils adressent directement leur demande au Secrétaire général qui en accuse réception.

Les demandeurs visés à l'alinéa 1^{er} sont classés dans l'ordre suivant :

1. les agents des Services de l'Exécutif de la Communauté française;
2. les agents stagiaires.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa précédent, les membres du personnel sont classés comme suit au sein de chaque niveau :

- a) le membre du personnel titulaire du grade le plus élevé;
- b) à égalité de grade, le membre du personnel le plus ancien dans le grade;
- c) à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de niveau est la plus grande;
- d) à égalité d'ancienneté de niveau, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;
- e) à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

CHAPITRE 4. — *Règles relatives au transfert*

Art. 6. § 1^{er}. Les membres du personnel sont transférés par un arrêté délibéré par l'Exécutif de la Communauté française, après avis de l'Exécutif régional wallon.

Ces transferts ne sont pas de nouvelles nominations. Ils ne peuvent être considérés comme des transferts au sens de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

§ 2. Les membres du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française transférés à l'Exécutif régional wallon pouvant se prévaloir du bénéfice des dispositions de l'article 7 de l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert du personnel des ministères aux Exécutifs des Communautés et des Régions conservent le droit au bénéfice de ces dispositions après leur transfert à l'Exécutif régional wallon.

§ 3. Les membres du personnel transférés à l'Exécutif régional wallon conservent leur qualité, leur grade, leur ancienneté administrative et leur ancienneté pécuniaire. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 et du paragraphe 4 du présent article, ils conservent également les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient au sein des Services de l'Exécutif de la Communauté française conformément à la réglementation qui les leur octroie. Ils ne conservent les avantages liés à une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent dans les Services de l'Exécutif régional wallon.

§ 4. Lorsqu'un membre du personnel est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure au sein des Services de l'Exécutif de la Communauté française, il est uniquement tenu compte, pour son transfert, de son grade statutaire. Si, dans les Services de l'Exécutif régional wallon, il est à nouveau chargé, dès la date de son transfert et sans interruption, de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'il a exercé au sein des Services de l'Exécutif de la Communauté française, il est censé poursuivre l'exercice de la fonction supérieure pour l'application de l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat.

§ 5. Les agents soumis à l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat conservent, dans les Services de l'Exécutif régional wallon, le dernier signalement qui leur a été attribué.

Ce signalement demeure valable jusqu'à l'attribution d'un nouveau signalement. Si, à la date de son transfert en vertu du présent arrêté, un agent a introduit une demande en révision de son signalement, la procédure est poursuivie dans les Services de l'Exécutif régional wallon.

L'article 18, alinéa 2 de l'arrêté royal du 7 août 1939 modifié par l'arrêté royal du 23 septembre 1971, n'est pas applicable aux cas visés par le présent paragraphe dans les Services de l'Exécutif régional wallon.

§ 6. Les agents des Services de l'Exécutif de la Communauté française conservent, dans les Services de l'Exécutif régional wallon, les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'un concours d'accession au niveau supérieur ou d'un examen d'avancement de grade organisé par les Services de l'Exécutif de la Communauté française auxquels ils ont appartenu avant leur transfert ou qui leur ont été reconnus par les Services de l'Exécutif de la Communauté française en application de l'article 4, paragraphe 4 et paragraphe 5 de l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert du personnel des Ministères aux Exécutifs des Communautés et des Régions.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté le concours ou l'examen dans les Services de l'Exécutif régional wallon. Si les procès-verbaux des concours ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé au même concours.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats des concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

§ 7. Pour autant que l'agent des Services de l'Exécutif de la Communauté française remplisse, avant son transfert à l'Exécutif régional wallon, les conditions de participation à un concours d'accession au niveau supérieur ou à un examen d'avancement de grade annoncé dans lesdits Services à la date du transfert, il conserve le droit de participer à ce concours ou à cet examen même s'il fait l'objet d'un transfert en vertu du présent arrêté pendant le déroulement des épreuves.

Le paragraphe 6 du présent article est applicable à un lauréat d'un concours ou d'un examen visé à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe.

CHAPITRE 5. — De la permutation

Section I. — Des demandes de permutation

Art. 7. § 1^{er}. Les membres du personnel transférés d'office en exécution du présent arrêté peuvent demander à être à nouveau affectés dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française selon des modalités et dans les trente jours d'une date qui seront fixées par l'Exécutif de la Communauté française après avis de l'Exécutif régional wallon, et qui seront publiées sous forme d'avis au *Moniteur belge* dans les douze mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. Toutefois, à la demande de l'Exécutif régional wallon, ou de celui de ses membres qu'il aura délégué à cette fin, le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française peut décider, en raison de l'intérêt du service, qu'il n'est pas donné suite aux demandes des membres du personnel, titulaires d'un grade de niveau 1. Dans les trente jours de la notification de cette décision, l'agent titulaire d'un grade classé au rang 10 ou aux niveaux 2, 3 ou 4 peut exercer contre elle un recours devant la Commission créée par le Ministre de la Fonction publique, en exécution de l'article 5, paragraphe 3 de l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités du transfert du personnel des Ministères aux Exécutifs des Communautés et des Régions.

La décision de la Commission est sans appel.

§ 3. Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française établit par grade la liste des demandes de nouvelles affectations dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française, en tenant compte des critères de classement énumérés ci-après :

1. le membre du personnel le plus ancien dans le grade;
2. à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;
3. à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

Il assure la publication de la liste des demandes de nouvelles affectations au *Moniteur belge*.

Section II.

Des appels adressés aux membres du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française

Art. 8. Pour satisfaire aux demandes de nouvelles affectations visées à l'article 7, paragraphe 3, l'Exécutif de la Communauté française lance, dans les douze mois de la publication au *Moniteur belge* de la liste des demandes de nouvelles affectations visées à l'article 7, paragraphe 3, le premier des deux appels successifs au sein de ses services, à un an d'intervalle, sous forme d'une communication adressée aux membres du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française les invitant à introduire une demande de permutation dans les trente jours par lettre recommandée adressée au Secrétaire général.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française établit par grade la liste des demandes introduites conformément à l'alinéa précédent en tenant compte des critères de classement établis à l'article 7, paragraphe 3.

Art. 9. § 1^{er}. Il est donné suite aux demandes visées à l'article 7 par permutation avec les membres du personnel qui ont introduit une demande conformément à l'article 8, alinéa 1^{er}.

§ 2. La permutation s'opère entre membres du personnel de même grade ou d'un grade équivalent.

L'équivalence de grade est déterminée par le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française après avis de l'Exécutif régional wallon.

Art. 10. Après le second appel aux volontaires prévu à l'article 8, alinéa 1^{er}, et pour autant que la liste d'attente ne comporte plus de candidats adéquats à la permutation dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française, il ne sera plus donné suite à la demande de permutation introduite par les membres du personnel des Services de l'Exécutif régional wallon.

CHAPITRE 6. — Dispositions finales

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Le Membre de l'Exécutif de la Communauté française ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 février 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

V. FEAUX

VERTALING

N. 91 — 393

4 FEBRUARI 1991. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve houdende de wijze waarop personeelsleden van de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve overgaan naar de Waalse Gewestexecutieve voor de aangelegenheid « monumenten en landschappen »

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 88, § 3, vervangen bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het protocolakkoord nr. 97 van 18 oktober 1990 van het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het advies van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Executieve, belast met Cultuur en Communicatie;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 26 januari 1991;

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder personeelsleden van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, de ambtenaren en stagiairs aangewezen voor de betrekkingen bepaald in de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, vastgesteld bij het besluit van de Executieve van 22 augustus 1990 tot vaststelling van de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

HOOFDSTUK 2. — Overdracht van ambtswege

Art. 2. De personeelsleden die bekleed zijn met graden ingedeeld in niveau 1 en die dossiers met betrekking tot de aangelegenheid « monumenten en landschappen » behandelen, worden van ambtswege naar de Waalse Gewestexecutieve overgedragen.

Art. 3. Indien het aantal kandidaten voor de overdracht naar de Waalse Gewestexecutieve, ter uitvoering van de artikelen 4 en 5, per niveau niet het aantal over te dragen personeelsleden bereikt, worden de personeelsleden die de dossiers met betrekking tot de aangelegenheid « monumenten en landschappen » behandelen, van ambtswege naar de Waalse Gewestexecutieve overgedragen in de volgorde die omgekeerd is ten opzichte van die bepaald bij artikel 5, leden 3 en 4, tot beloop van het per niveau vereiste aantal.

HOOFDSTUK 3. — Overdracht door oproep tot vrijwilligers

Art. 4. Voor het aanwijzen van de over te dragen personeelsleden die bekleed zijn met een graad ingedeeld in de niveaus 2, 3 of 4, wordt een oproep gedaan tot vrijwilligers.

Voor de uitvoering van lid 1, wordt bij voorrang een oproep gedaan tot de personeelsleden die de dossiers met betrekking tot de aangelegenheid « monumenten en landschappen » behandelen. Er wordt een bericht medegedeeld aan deze personeelsleden opdat ze bij een ter post aangetekende brief, binnen dertig dagen, kunnen laten weten of ze wensen naar de Waalse Gewestexecutieve te worden overgedragen. Ze richten hun aanvraag rechtstreeks aan de Secretaris-Generaal, die er ontvangst van meldt.

Art. 5. Indien het aantal aanvragers bedoeld bij artikel 4, lid 2, per niveau het vastgestelde aantal niet bereikt, wordt een oproep gedaan tot vrijwilligers onder de personeelsleden van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap die bekleed zijn met een van de volgende graden :

voor niveau 2 : bestuurschef
onderbureauchef
eerstaanwezend directiesecretaris
directiesecretaris
opsteller

- voor niveau 3 : hoofdklerk-stenotypist
 hoofdklerk-typist
 hoofdklerk
 eerste klerk-stenotypist
 eerstaanwezend klerk-typist
 eerste klerk
 klerk-stenotypist
 klerk-typist
 klerk
- voor niveau 4 : hoofdbeambte
 eerstaanwezend hoofdkamerbewaarder
 eerstaanwezend beambte
 typist
 hoofdkamerbewaarder
 expeditionair
 telefonist
 klasseerder
 eerstaanwezend bode-kamerbewaarder
 bode-kamerbewaarder.

Er wordt een bericht medegedeeld aan de personeelsleden van de diensten bedoeld bij lid 1 opdat ze bij een ter post aangetekende brief, binnen dertig dagen, kunnen laten weten of ze wensen naar de Waalse Gewestexecutieve te worden overgedragen. Ze richten hun aanvraag rechtstreeks aan de Secretaris-Generaal, die er ontvangst van meldt.

De bij lid 1 bedoelde aanvragers worden in de onderstaande volgorde gerangschikt :

1. de ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap.
2. de stagiairs.

In elk van de in vorig lid opgesomde groepen, worden de personeelsleden in ieder niveau gerangschikt als volgt :

- a) het personeelslid dat bekleed is met de hoogste graad;
- b) bij gelijke graad, het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;
- c) bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste niveauanciënniteit;
- d) bij gelijke niveauanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;
- e) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste in leeftijd.

HOOFDSTUK 4. — *Regels in verband met de overdracht*

Art. 6. § 1. De personeelsleden worden bij een in de Executieve van de Franse Gemeenschap overlegd besluit, na advies van de Executieve van het Waalse Gewest, overgedragen.

Deze overdrachten zijn geen nieuwe benoemingen. Ze kunnen niet worden beschouwd als overdrachten in de zin van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel.

§ 2. De personeelsleden van de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve die naar de Waalse Gewestexecutieve worden overgedragen en die het voordeel kunnen genieten van de bepalingen van artikel 7 van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven, behouden het recht op het voordeel van deze bepalingen nadat ze naar de Waalse Gewestexecutieve overgedragen zijn.

§ 3. De naar de Waalse Gewestexecutieve overgedragen personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve en geldelijke anciënniteit. Onverminderd de bepalingen van § 2 en § 4 van dit artikel, behouden zij ook de toelagen, vergoedingen of premies en andere voordelen waarop zij in de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve aanspraak konden maken overeenkomstig de reglementering die ze hun toekent. Zij behouden de voordelen verbonden aan een functie slechts in zoverre de voorwaarden voor de toekenning ervan blijven bestaan in de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve.

§ 4. Voor de personeelsleden die in de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve belast zijn met de uitoefening van een hogere functie, wordt voor hun overdracht alleen rekening gehouden met hun statutaire graad. Indien zij in de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve vanaf de datum van de overdracht zonder onderbreking opnieuw worden belast met de uitoefening van dezelfde hogere functie als die welke zij in de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve uitoefenden, worden zij voor de toepassing van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen geacht de hogere functie verder uit te oefenen.

§ 5. De ambtenaren waarop het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel van toepassing is, behouden in de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve de laatste beoordeling die hun werd toegekend.

Die beoordeling blijft geldig tot de toekenning van een nieuwe beoordeling. Indien een ambtenaar op de datum van zijn overdracht krachtens dit besluit een beroep tegen de hem toegekende beoordeling heeft ingesteld, wordt dit beroep in de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve afgehandeld.

Artikel 18, tweede lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 september 1971, is niet van toepassing voor de in deze paragraaf bedoelde gevallen in de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve.

§ 6. De ambtenaren van de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve die geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of voor een examen voor verhoging in graad, georganiseerd door de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve waartoe zij vóór hun overdracht behoorden, behouden in de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve de aanspraken op bevordering die zij door het slagen voor één van die examens hebben verworven of die hun werden toegekend door de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve bij toepassing van artikel 4, § 4 en § 5 van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven.

Voor hun rangschikking worden de geslaagden geacht het vergelijkend examen of het examen te hebben afgelegd in de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve. Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op dezelfde datum is afgesloten, worden de geslaagden onderling gerangschikt alsof het om een zelfde examen ging.

Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op verschillende data is afgesloten, wordt voorrang verleend aan de geslaagden voor het vergelijkend examen waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegen datum werd afgesloten.

§ 7. Voor zover de ambtenaar van de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve, vóór zijn overdracht naar de Waalse Gewestexecutieve, de voorwaarden vervult voor deelneming aan een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of aan een examen voor verhoging in graad, aangekondigd in die diensten op de datum van de overdracht, behoudt hij het recht op deelneming aan dat vergelijkend examen of aan dat examen, ook al wordt hij tijdens de periode waarin ze plaatsvinden overgedragen krachtens dit besluit.

Paragraaf 6 van dit artikel is van toepassing op een persoon die geslaagd is voor een in het eerste lid van deze paragraaf bedoeld vergelijkend examen of examens.

HOOFDSTUK 5. — De omwisseling

Afdeling I. — De omwisselingsaanvragen

Art. 7. § 1. De personeelsleden die ter uitvoering van dit besluit van rechtswege overgedragen zijn, kunnen vragen opnieuw te worden aangewezen voor de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve volgens nadere regels en binnen dertig dagen na een datum die door de Franse Gemeenschapsexecutieve na advies van de Waalse Gewestexecutieve zullen worden vastgesteld en die bij wijze van berichten in het *Belgisch Staatsblad* zullen worden bekendgemaakt binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

§ 2. Op aanvraag van de Waalse Gewestexecutieve, of van het lid ervan dat ze daartoe machtigt, kan de Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve echter, in het belang van de dienst, beslissen dat geen gevolg wordt gegeven aan de aanvragen van de personeelsleden die bekleed zijn met een graad van niveau 1. Tegen deze beslissing kan de ambtenaar, titularis van een graad van rang 10 of van de niveaus 2, 3 of 4, binnen dertig dagen na de kennisgeving ervan beroep instellen bij de Commissie opgericht door de Minister van Openbaar Ambt, ter uitvoering van artikel 5, paragraaf 3 van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de Ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven.

Tegen de beslissing van de Commissie kan geen beroep worden aangetekend.

§ 3. De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve maakt voor elke graad de lijst op van de aanvragen om nieuwe aanwijzing in de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve, rekening houdend met de rangschikkingscriteria die hierna opgenoemd zijn :

1. het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;
2. bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;
3. bij gelijke dienstanciënniteit, het oudste personeelslid.

Hij zorgt voor de bekendmaking van de lijst van de aanvragen om nieuwe aanwijzing in het *Belgisch Staatsblad*.

Afdeling II.

Oproepen tot de personeelsleden van de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve

Art. 8. Om gevolg te geven aan de aanvragen om nieuwe aanwijzing bedoeld bij artikel 7, paragraaf 3, doet de Franse Gemeenschapsexecutieve, binnen twaalf maanden na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de lijst van de aanvragen om nieuwe aanwijzing bedoeld bij artikel 7, paragraaf 3, de eerste van de twee opeenvolgende oproepen binnen haar diensten, met een tussentijd van een jaar, in de vorm van een mededeling gericht aan de personeelsleden van de Executieve van de Franse Gemeenschap, die bij een aan de Secretaris-Generaal gericht aangetekende brief, binnen dertig dagen een omwisselingsaanvraag kunnen indienen.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve maakt voor elke graad de lijst op van de aanvragen ingediend overeenkomstig vorig lid, rekening houdend met de rangschikkingscriteria die in artikel 7, paragraaf 3 vastgesteld zijn.

Art. 9. § 1. Aan de aanvragen bedoeld in artikel 7 wordt gevolg gegeven via de omwisseling met de personeelsleden die een aanvraag overeenkomstig artikel 8, lid 1 hebben ingediend.

§ 2. De omwisseling geschiedt tussen personeelsleden met dezelfde graad of een gelijkwaardige graad.

De gelijkwaardigheid van graad wordt, na advies van de Waalse Gewestexecutieve, door de Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve bepaald.

Art. 10. Na de tweede oproep tot vrijwilligers bedoeld in artikel 8, lid 1, en voor zover op de wachtlijst geen geschikte kandidaten voor de omwisseling in de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap meer voorkomen, wordt geen gevolg meer gegeven aan de omwisselingsaanvraag ingediend door de personeelsleden van de Diensten van de Executieve van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK 6. — Slotbepalingen

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. Het Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 februari 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

V. FEUX

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT

D. 91 — 394

15. OKTOBER 1990. — Erlass der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Abänderung des Artikels 85 des Königlichen Erlasses vom 5. Juli 1963 über die soziale Wiedereingliederung der Behinderten und zur Gewährung an die Beschützenden Werkstätten einer außergewöhnlichen Beteiligung an den Kosten der gemeinsamen Beförderung der in diesen Werkstätten beschäftigten Arbeitnehmer für das Jahr 1989

Die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, abgeändert durch die Gesetze vom 6. Juli und 18. Juli 1990, insbesondere des Artikels 4, § 2,